



PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations et des élections
Références : ACM

Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS XPO Supply Chain France à SAINT-VULBAS

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7,
- VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1998 modifié autorisant la SAS XPO Supply Chain France (Bâtiment C) à exploiter un entrepôt logistique à SAINT-VULBAS ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 17 août 2017, suite à l'inspection réalisée sur le site le 8 août 2017 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 17 août 2017 transmettant à la SAS XPO Supply Chain France le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations,
- VU l'absence de réponse de la SAS XPO Supply Chain France,

CONSIDERANT qu'il ressort de la visite de l'établissement exploité par la SAS XPO Supply Chain France à Saint-Vulbas, que l'entrepôt exploité est différent de celui décrit dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} :

La SAS XPO Supply Chain France est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de l'entrepôt identifié sous le n°101-7 (bâtiment C) situé 280, allée des peupliers à Saint-Vulbas, de régulariser dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative de son établissement en déposant un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R.181-46-II du code de l'environnement.

Article 2 :

L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8-II et L.173-1-II du Code de l'environnement.

Article 3 :

Cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Lyon, seule juridiction compétente dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

En application de l'article L.171-11 du code de l'Environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Article 4 :

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS XPO Supply Chain France - 55, avenue Louis Bréguet – 31400 TOULOUSE ;

• et dont copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BELLEY,

- au maire de SAINT-VULBAS,

- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à BOURG-en-BRESSE, le

- 6 NOV. 2017

Le Préfet,
Pour le Préfet,
le chef de bureau délégué

Sylviane Berthillot